

**Explication de vote CGT  
CTP du 14 décembre 2011**

**Adaptation de l'organigramme des services centraux du Département,**

Monsieur le Président,

Sur la nécessité de réorganiser, ou tout au moins d'adapter les services centraux en fonction des priorités d'action arrêtées par l'exécutif, nous n'avons pas d'idée préconçue. Une meilleure cohérence, plus de lisibilité, une qualité globale accrue, eh bien oui, sur le papier, qui sera contre ? Une simple recomposition des DGA « sans modifications substantielles » des directions et services. Que demande le peuple ?

Quelques petites choses sans grande importance puisqu'il ne s'agit que d'une adaptation non-soumise, à vous lire, à sélection. Nous évoluerons donc ensemble mais pas sans montrer les dents devant quelques recompositions génétiques quelque peu tératogènes.

La Direction Générale de l'Action sociale est rebaptisée Direction Générale Solidarité. Si la solidarité est bien primitivement une attitude sociale qui tente de garantir la survie du groupe, on sait comment la langue de la Vème république, celle de la propagande au quotidien, a perverti le sens des mots. RSA, revenu de solidarité active pointé par la Cour des comptes, RSA qui ne tient aucune de ses promesses et qui en guise de solidarité, stigmatise ses bénéficiaires et les menace d'un STO, Supermarchés de la solidarité des associations caritatives où la gratuité a été supprimée pour responsabiliser les pauvres alors qu'il s'agit de dons et de subventions. Plutôt qu'une solidarité dévoyée qui oublie que la dépendance des citoyens est mutuelle, continuons donc à parler d'action sociale. L'action sociale, c'est l'application des lois mais aussi des choix politiques à assumer. L'action sociale porte un projet de réforme de la société ; la solidarité est un concept mou et bien-pensant.

La création d'une fonction « marketing territorial ». Là encore, on va donner aux mots tout leur sens et employer le français qui révèle la face honteuse de la pratique. Mercatique, c'est son nom français. Nous n'y sommes pour rien. La mercatique, ce serait, pour les plus vertueux, faire coïncider l'offre de service public à l'attente des usagers. D'autres disent que les faits ne parlent pas d'eux-mêmes et qu'ils sont mal perçus par l'utilisateur toujours un peu bête. Nous, nous disons que le marketing public fait de la propagande et tente de fabriquer l'opinion. Des exemples récents de mercatique publique ? Les campagnes gouvernementales pour la réforme des retraites, la réforme de l'assurance maladie, les campagnes électorales et médiatiques pour le OUI au traité constitutionnel européen. Ensuite on prend la mesure de l'opinion, parfois ça rate, comme en 2005, alors on pense à supprimer les élections ou on déclare que les citoyens sont idiots. Bref, notre nouveau DGS plaisante quand nous bloquons sur le « marketing public », selon lui simple communication améliorée. Nous aurions peur des mots et de la technocratie. Certes. Mais pour la Cgt, « la mercatique territoriale » relève d'un esprit que nous combattons au quotidien et dans ses moindres apparitions, celui du capitalisme.

En troisième point, nous profiterons de cette adaptation pour dire ce que nous pensons de la fonction contrôle de gestion avec ses tableaux de bord et ses revues de gestion. Savoir où on en est, c'est indispensable. Pousser l'obsession d'auto-régulation cybernétique jusqu'à distraire du travail réel, du temps précieux à remplir en priorité des tableaux de bord, à faire remonter les données et les informations et à renseigner des indicateurs, on en entend parler dans les services et ça commence à produire ses effets délétères bien connus : stress et souffrance devant l'inutile et l'accumulation du travail délaissé. En plus, certains collègues nous disent que des tableaux de bord significatifs sont zappés au bout du compte.

En quatrième point, le service communication interne dont l'organisation, l'effectif et les missions sont dits inchangés mais qui a perdu sa directrice !

En cinquième point, certaines incohérences à nos yeux mais ce doit être une question de perspective : l'e-administration qui est séparée de la communication, la communication séparée de la direction des systèmes d'information et par transitivité, l'e-administration distincte des systèmes d'information. La Doc'centrale qui demeure en dehors des services centraux. Nous n'insisterons pas.

En sixième point, la redistribution entre deux DG une au développement territorial et l'autre à l'aménagement durable semble cohérente. Une réserve de taille cependant, des modifications substantielles dont des suppressions suite à la création de la DGD. Sur la disparition de la DAT et le sort des PRS, notre expert s'est déjà exprimé. Pour le reste, des reclassements vont avoir lieu, nous souhaitons être associés en amont des CTP à toutes les modifications d'organigrammes et disposer de fiches de poste.

En septième point et sur un sujet qui n'est pas syndical, nous déplorons la solution libérale qui consiste à développer une offre locative privée à caractère social. Après les emplois aidés, voici les logements aidés ou comment l'argent public part au privé pour la plus grande joie du système. Donnons donc aux entrepreneurs et aux propriétaires, ça ruissellera bien un peu sur les pauvres. Mais nous sommes hors sujet.

A cause de ces « fautes de goût » mais sous réserve de la prise en compte de nos observations, Monsieur le Président, nous voterons contre cette adaptation de l'organigramme des services centraux.